

-----  
*Le Ministre*  
-----



ARRETE N° **E-00089** /MINEDD/CAB/DGE/DDISC du **3 MARS 2023** portant conditions et procédure de délivrance, de suspension, de retrait de l'agrément pour l'enlèvement et le traitement des eaux usées provenant des navires.

**Le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable,**

- Vu la Constitution ;
- Vu la loi n°61-349 du 09 novembre 1961 portant Code de la Marine Marchande ;
- Vu la loi n°96-766 du 03 octobre 1996 portant Code de l'Environnement ;
- Vu la loi n°98-755 du 23 décembre 1998 portant Code de l'Eau ;
- Vu la loi n°2017-442 du 30 juin 2017 portant Code Maritime ;
- Vu le décret n°73-476 du 26 septembre 1973 portant règlement de police du Port Autonome de San Pedro ;
- Vu le décret n°87-777 du 28 juillet 1987 portant ratification de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution sur les navires, telle que modifiée par le protocole de 1978 (MARPOL 73/78), en son annexe IV relative au règlement sur la prévention de la pollution par les eaux usées sur les navires ;
- Vu le décret n°99-318 du 21 avril 1999 portant règlement de police du Port Autonome d'Abidjan ;
- Vu le décret n°2021-471 du 08 septembre 2021 portant organisation du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable ;
- Vu le décret n°2022-269 du 19 avril 2022 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2022-270 du 20 avril 2022 portant nomination des Membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2022-301 du 04 mai 2022 portant attributions des Membres du Gouvernement ;
- Vu les nécessités de services.

## ARRETE :

### Article 1 : Définitions

Au sens du présent arrêté, on entend par :

**Centre spécialisé de traitement des eaux usées** : toute installation classée, agréée et autorisée disposant de moyens techniques pour traiter les eaux usées provenant des navires selon les normes environnementales ;

**Eaux usées** : eaux noires et eaux grises provenant des navires ;

**Eaux noires** : eaux provenant des toilettes, d'urinoirs et de cuvettes de W.C ;

**Eaux grises** : eaux provenant du lavabo, de l'évier ou de la douche et donc considérées comme faiblement polluées, sans véritable déchet ;

**Traitement des eaux usées** : ensemble des procédés visant à dépolluer les eaux usées provenant des navires avant rejet dans le milieu naturel ou réutilisation.

### Article 2 : Objet

Le présent arrêté fixe les conditions et procédure de délivrance, de suspension, de retrait de l'agrément pour l'enlèvement et le traitement des eaux usées provenant des navires.

### Article 3 : Demande d'agrément

Toute personne morale désirant enlever et traiter les eaux usées provenant des navires doit adresser un dossier de demande d'agrément au Ministre chargé de l'environnement.

### Article 4 : Composition du dossier d'une demande initiale d'agrément

Le dossier de demande d'agrément comprend obligatoirement les éléments suivants :

1. une demande d'agrément adressée au Ministre chargé de l'environnement ;
2. une copie du registre de commerce avec en objet la nature de l'activité ;
3. les statuts et le règlement intérieur avec en objet la nature de l'activité ;
4. une attestation de régularité du paiement des prestations sociales CNPS ;
5. une déclaration d'existence fiscale ;
6. une attestation de régularité fiscale pour les entreprises déjà en activité ;
7. une photocopie de la carte nationale d'identité ou de l'attestation d'identité ou du passeport du gérant ;
8. une photo d'identité du gérant ;
9. un casier judiciaire de moins de trois (03) mois du gérant ;
10. une liste du matériel, des équipements et des infrastructures de la société ;
11. une description technique des processus d'enlèvement et de traitement des eaux usées provenant des navires ;
12. un schéma de la situation géographique de la société ;
13. une copie de l'arrêté d'approbation de l'évaluation environnementale ;
14. une copie de l'arrêté d'autorisation d'exploiter pour les sociétés déjà en activité ;
15. une copie du reçu de paiement des frais d'instruction du dossier de demande d'agrément ;

### Article 5 : composition du dossier d'une demande de renouvellement d'agrément

Outre les conditions énumérées à l'article précédent, le dossier de demande de renouvellement d'agrément comprend obligatoirement les éléments suivants :

- le bilan annuel des activités d'enlèvement et de traitement des eaux usées provenant des navires ;
- les reçus de paiement de la redevance de 4% du chiffre d'affaires annuel en lien avec l'activité ;
- une copie de l'ancien agrément.

La demande de renouvellement d'agrément doit se faire trois (03) mois avant la date d'expiration de l'agrément.

#### **Article 6 : Frais d'instruction du dossier de demande d'agrément**

L'instruction du dossier de demande d'agrément engendre des frais de dossier d'un montant de trois cent mille cent francs CFA (300 100 FCFA). Ces frais sont à la charge de la société requérante.

#### **Article 7 : Paiement de la redevance**

La personne morale agréée est astreinte au paiement d'un montant correspondant à 4% du chiffre d'affaires en lien avec l'activité d'enlèvement et de traitement des eaux usées provenant des navires.

#### **Article 8 : Dépôt du dossier de demande d'agrément**

Le dossier de demande d'agrément dûment constitué est déposé au Cabinet de Monsieur le Ministre chargé de l'environnement.

Ledit dossier est analysé par un Comité National d'Agrément en abrégé « CNA » dont les attributions, l'organisation et le fonctionnement sont fixés par un arrêté du Ministre chargé de l'environnement.

#### **Article 9 : Examen du dossier de demande d'agrément**

Le CNA effectue une visite de contrôle des installations de la personne morale désirant enlever et traiter des eaux usées provenant des navires, afin de s'assurer qu'elle dispose du matériel, des équipements et des infrastructures adéquats pour l'exercice de l'activité envisagée.

Après la visite de contrôle, le président du CNA convoque les membres du CNA pour l'analyse des dossiers de demande d'agréments.

#### **Article 10 : Délibération**

Sur la base du procès-verbal de visite des installations de la personne morale et de l'analyse de dossier, une séance de délibération du CNA est organisée pour décider de l'octroi ou du refus de l'agrément.

#### **Article 11 : Délivrance de l'agrément**

En cas d'avis favorable, un projet d'arrêté portant agrément pour l'enlèvement et le traitement des eaux usées provenant des navires est soumis à la signature du Ministre chargé de l'environnement par le secrétariat technique du CNA.

#### **Article 12 : Notification de décision**

La décision d'octroi ou de refus de l'agrément est notifiée individuellement à chaque société requérante par tout moyen, dans un délai de deux (02) mois à compter de la date de prise de décision.

La décision de suspension ou de retrait de l'agrément est notifiée individuellement à chaque société prestataire et publiée par tout moyen dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de prise de décision.

### Article 13 : Durée de l'agrément

L'agrément est délivré pour une période d'un (01) an renouvelable.

### Article 14 : Modification de l'agrément

Toute personne morale souhaitant apporter des modifications à son agrément doit adresser un dossier de demande de modification au Ministre chargé de l'environnement.

### Article 15 : Conditions d'enlèvement et de traitement des eaux usées provenant des navires

Les conditions d'enlèvement et de traitement des eaux usées provenant des navires sont annexées à l'arrêté d'octroi ou de renouvellement d'agrément.

### Article 16 : Suspension de l'agrément

L'agrément est suspendu par arrêté du Ministre chargé de l'environnement pour une durée d'au moins trois (03) mois en cas de non-respect des prescriptions contenues dans le cahier de charges annexé à l'arrêté d'octroi d'agrément.

### Article 17 : Retrait de l'agrément

L'agrément est retiré par un arrêté du Ministre chargé de l'environnement dans les cas suivants :

- dissolution de la société ;
- changement de raison sociale ;
- violation des dispositions législatives et réglementaires environnementales en vigueur.

### Article 18 : Délai de mise en conformité

Un délai de six (06) mois, à compter de la date de signature du présent arrêté, est accordé à la personne morale exerçant les activités de collecte, de transport, de stockage, de valorisation et/ou d'élimination des déchets pour se conformer aux nouvelles dispositions.

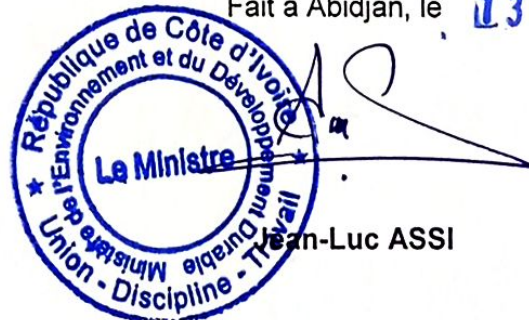
### Article 19 : Mise en œuvre de l'arrêté

Le Président du CNA et le Directeur Général de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

### Article 20 : Publication

Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 13 MARS 2023.



#### Ampliations

- Présidence	1
- Primature	1
- Tous Ministères	1
- Secrétariat Général du Gouvernement	1
- Toutes les Directions du MINEDD	1
- Chambres de Commerce et d'Industrie	1
- Groupement	1
- JORCI	1